

Mais où se cachent les lesbiennes?



© Monkey Business 2 / Adobe Stock

Des actrices et acteurs du milieu LGBTIQ+ ont commenté la question de l'invisibilité lesbienne dans l'espace public. L'hétérosexisme impose sa loi et les femmes concernées peinent à se nommer dans ce contexte. Comment se re-trouvent-elles ?

Par **Marita Hofstetter**, Master en travail social, HES-SO [\[1\]](#)

Selon le milieu associatif LGBTIQ+, c'est encore aujourd'hui une réalité : les lesbiennes sont représentées par un grand nombre de clichés et demeurent peu visibles dans les débats publics, les campagnes gouvernementales liées à la santé sexuelle, etc. L'idée que la sexualité lesbienne n'est pas une « vraie sexualité », ou que c'est une sexualité ludique au service du plaisir masculin hétérosexuel, explique cette sous-représentation (Chauvin et Lerch, 2013) [\[2\]](#). Notamment dans le « dispositif hétérosexiste où s'exerce la domination masculine, les relations entre femmes semblent souvent impensables, peu dangereuses pour l'homme, voire tout à fait excitantes [...] » (Huyez, 2003, p. 193). Entre invisibilité et fausse visibilité, recueil des propos de quatre femmes qui aiment les femmes.

Main dans la main dans les inégalités

La sous-représentation lesbienne dans l'espace public est un corollaire de l'idéologie hétérosexiste. Ce système social inégalitaire d'après lequel l'hétérosexualité serait plus légitime que les autres orientations sexuelles (Chauvin et Lerch, 2013), reconnaît deux genres profondément différents et stipule que le genre masculin est supérieur au genre féminin (Dayer, 2014). Ainsi « hétérosexisme » et « sexisme » forment un couple interdépendant.

Réfléchir l'espace public comme intégrant et reflétant l'idéologie hétérosexiste permet d'envisager la place des lesbiennes dans nos sociétés. L'espace public comme il est défini par Habermas (1964, cité par Olivier Voirol, 2019) est constitué de personnes privées qui se réunissent afin de délibérer sur des thèmes d'intérêt général. Dans sa conception, l'espace public est avant tout un espace de communication, où les inégalités sociales seraient suspendues (Ballarini, 2017). Néanmoins, comme l'expose Fraser (2001), l'espace public est inégalitaire. Gommer artificiellement les spécificités n'assure pas l'accessibilité de fait pour tous les individus. Les inégalités persistent parce qu'elles ne sont pas reconnues. Autrement dit, ces arènes discursives sont socialement situées, donc « caractérisé[es] par des relations structurelles de domination et de subordination » (ibid., p. 136).

Comment citer cet article ?

Marita Hofstetter, «Mais où se cachent les lesbiennes?», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 27 juillet 2020, <https://www.reiso.org/document/6196>

Ceci fait écho aux propos de Dayer (2013), selon laquelle l'« ordre social inégalitaire » assigne aux dominé·es [31] « des places dévalorisées et dévalorisantes » (Dayer, 2013, p. 6). Ainsi, se reconnaître dans un groupe minoritaire porteur de stigmates et péjoré ne favorise pas la visibilité (Voiron, 2005). Toutefois, étant donné que réfléchir en termes d'hétérosexisme permet d'envisager la place des lesbiennes dans nos sociétés, ce concept est une invitation à ne pas penser les lesbiennes uniquement comme des victimes, mais aussi comme des actrices sociales (Perrin, Roca i Escoda, Parini, 2012).

Des contre-espaces pour se re-trouver

Parmi les personnes interrogées, toutes affirment que la fréquentation de lieux associatifs LGBTIQ+ les a aidées à se construire comme « lesbiennes ». Selon Chetcuti (2013), la rencontre avec une association lesbienne ou LGBTIQ+ serait déterminante pour la construction identitaire, ainsi que dans la manière de se situer face à l'endogroupe. Ces espaces sont en effet porteurs d'une culture positive, désignée par Chetcuti comme « contre-culture ». Les lesbiennes s'y reconnaissent et se rencontrent dans un cadre offrant plus de liberté. Les personnes interrogées ont souligné ce besoin d'avoir un cadre « sécurisant » où se rencontrer, se trouver et s'exprimer. Dans ces lieux, elles communiquent sur « leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins » (Fraser, 2001, p. 138), sans le regard des groupes dominants.

Les associations non-mixtes voient également l'émergence d'une culture indépendante contestataire. Le lesbianisme « deviendrait une position politique créatrice de modes de vie, un opérateur de transformation de l'existence » (Chetcuti, 2013, p. 48). Il se serait ainsi constitué à la fois pour lutter contre l'invisibilisation qui lui est propre, mais aussi en opposition à la « vision stigmatisante et réductrice modelée par le système hétérosexiste dominant » (Chetcuti, 2013, p. 43).

Claudie Lesselier (citée par Chetcuti, 2013), explique comment toute minorité s'affirme et se nomme, dans et contre un cadre dominant. C'est là, entre délibération et contestation, qu'apparaissent des « contre-publics subalternes » (Fraser, 2001). Il devient alors possible de concevoir l'espace public non plus au singulier mais au pluriel : une place où « la négociation culturelle et idéologique entre une multitude de publics » s'exerce (Ely, cité par Fraser, 2001, p. 140).

L'autonomination, une affaire de mots

Un autre élément clé est ressorti des propos : la difficulté à se nommer elles-mêmes « lesbiennes ». Bien que certaines adoptent cette définition de soi comme marque politique, toutes se rejoignent dans la préférence à s'autonomiser plutôt « homosexuelles » ou « gays » (termes plus généraux); sinon, à refuser de se définir en fonction de leur orientation sexuelle. Si l'autonomination « femme lesbienne » ne va pas de soi, c'est que les mots véhiculés dans nos sociétés pour désigner les lesbiennes, ou ce qui se rapporte au lesbianisme, ne sont pas anodins et reflètent des relations de pouvoir entre des groupes minoritaires et des groupes dominants (Chetcuti, 2013).

Mellini (2009) rappelle la « violence symbolique » dont les personnes homosexuelles sont victimes. S'inspirant de la terminologie de Bourdieu, la « violence symbolique » s'explique dans ce contexte par le fait que les lesbiennes adhèrent au système de domination dont elles sont victimes. Pour concevoir leur réalité, elles ne disposent que des concepts qui ont été créés par cette classe dominante. Cuhe (2010) évoque le fait que tous les groupes n'ont pas la même autorité à se nommer ou à nommer. En se référant également à Bourdieu, il explique que « seuls ceux qui disposent de l'autorité légitime, c'est-à-dire de l'autorité que confère le pouvoir, peuvent imposer leurs propres définitions d'eux-mêmes et des autres » (p. 105). En analogie avec les propos de Poirer (2010, p. 75) : devenir « lesbienne » passe d'abord par le regard des autres, notamment le groupe dominant « hétérosexuel », ainsi que par les images et les discours reflétant cette dichotomie du monde.

Dans la conception habermassienne d'espace public, les médias ont un rôle de pouvoir communicationnel, par lequel ils sont censés rendre publics des éléments d'intérêt général, mais surtout des éléments nécessaires à l'émancipation des citoyens et des citoyennes (Olivier Voirol, 2019). Toutefois, l'information délivrée n'a pas toujours un effet d'émancipation, mais plutôt de perpétuation de la violence symbolique dont les lesbiennes sont victimes. Dans leur article, Dalibert et Doytcheva montrent comment le fait de représenter médiatiquement des groupes minoritaires sur un mode essentialiste et stigmatisant, produit et reproduit des inégalités.

La visibilité, une question de points de vue

Deux associations lausannoises consultées, l'une mixte et l'autre ouverte uniquement à des femmes homosexuelles, constatent que la tendance à la participation politique des jeunes est en baisse. Les éléments mis en avant pour expliquer ce phénomène sont une plus grande facilité à trouver des réponses aux (éventuelles) questions et plus de tolérance à l'égard de la communauté LGBTIQ+ dans l'espace public.

Mais alors pourquoi y-a-t-il encore autant de situations de violence envers cette minorité ? Selon Mellini (2009), l'idéologie hétérosexiste est davantage contrebalancée par le paradigme de la « normalisation » qui envisage l'homosexualité comme une orientation sexuelle parmi les autres et ayant la même valeur. Toutefois, ce paradigme semble être « en panne ». En effet, l'augmentation de la tolérance vis-à-vis des personnes homosexuelles et la croissance de leur visibilité dans l'espace public ont engendré une recrudescence d'actes de violence contre cette communauté [4]. Ainsi, l'idéologie hétérosexiste résiste au paradigme de la normalisation. Les propos des lesbiennes interrogées montrent qu'il y a certes un sentiment d'évolution au niveau de la norme, mais elles déplorent la lenteur avec laquelle les changements s'opèrent.

[1] Travail réalisé dans le cadre du module «Travail social et Communication» dirigé par Viviane Cretton.

[2] Bibliographie

- Ballarini, L. (2017). Espace public. Publiotionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics. Récupéré [en ligne](#)
- Chauvin, S. & Lerch, A. (2013). Sociologie de l'homosexualité. Paris, France : La Découverte
- Chetcuti, N. (2013). Se dire lesbienne : Vie de couple, sexualité, représentation de soi (2ème ed.). Paris, France : Payot & Rivages
- Cuche, D. (2010). La notion de culture dans les sciences sociales. Paris, France : La Découverte
- Dalibert, M. & Doytcheva, M. (2014). Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités contraintes. Migrations Société, 152(2), 75-90. Récupéré [en ligne](#)
- Dayer, C. (2013). De la cour à la classe. Les violences de la matrice hétérosexiste. Recherches et Educations. Récupéré [en ligne](#)
- Dayer, C. (2014). Sous les pavés, le genre : Hacker le sexisme. La Tour d'Aigues, France : l'Aube
- Fraser, N. (2001). Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142, Hermès, La Revue 2001/3 (n° 31), p. 125-156.
- Huyez, G. (2003). Gaïphobie. Dans L.-G. Tin (dir.), Dictionnaire de l'homophobie (p. 191-193). Paris, France : PUF
- Mellini, L. (2009). Entre normalisation et hétéronormativité : la construction de l'identité homosexuelle. Déviance et Société, 2009/1 (Vol. 33), pages 3 à 26. Récupéré [en ligne](#)
- Perrin, C., Roca i Escoda, M. & Parini L. (2012). La notion d'homophobie, ses usages et son rapport au féminisme. Nouvelles questions féministes, 2012/1(31), 4-11. Récupéré [en ligne](#)
- Poiret, C. (2010). Le retour de la catégorie «Noirs» dans l'espace public français. Migrations Société, 131(5), 69-86. Récupéré [en ligne](#)
- Voirol, O. (2005). Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique. Réseaux, 129-130(1), 89-121. Récupéré [en ligne](#)
- Voirol, O. (2019). Habermas (Jürgen). Publiotionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics. Récupéré [en ligne](#)

[3] Le tiret bas, ou gender gap (_) signale un espace entre le féminin et le masculin, afin que toute personne ne se reconnaissant pas dans un système de genre binaire soit incluse.

[4] Voir par exemple les derniers faits d'homophobie à Zurich